

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 janvier 2024

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la plainte déposée
par l'Afrique du Sud
auprès de la Cour internationale de Justice**

(déposée par M. Peter Mertens et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 januari 2024

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de klacht
van Zuid-Afrika
bij het Internationaal Gerechtshof**

(ingediend door de heer Peter Mertens c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Gaza est la plus grande prison à ciel ouvert du monde depuis plus de 16 ans. Lors des attaques du Hamas du 7 octobre 2023, des centaines de civils innocents ont perdu la vie et plus de 200 personnes ont été prises en otage. Or, le droit international interdit toute attaque contre des civils ainsi que toute prise d'otages de civils.

À la suite de ces attaques, les approvisionnements en carburant, en eau et en électricité sous le contrôle d'Israël ont été coupés. Les contacts avec le monde extérieur sont devenus quasiment inexistantes. Le 9 octobre 2023, le ministre israélien de la Défense a déclaré: "J'ai ordonné un siège complet de Gaza. Nous combattons des animaux humains et agissons en conséquence." Il est clair que la réaction israélienne viole également le droit international et constitue un crime de guerre.

Le mardi 24 octobre, le secrétaire général des Nations Unies (ONU), M. António Guterres, a jugé important de reconnaître, au cours d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, que les attaques du Hamas s'étaient produites dans le contexte "d'une occupation étouffante" de 56 ans: "Le peuple palestinien a vu ses terres régulièrement dévorées par les colonies et en proie à la violence, son économie étouffée, ses habitants déplacés et leurs maisons démolies. Leurs espoirs d'une solution politique à leur situation se sont évanouis. Mais les griefs du peuple palestinien ne peuvent justifier les attaques effroyables du Hamas. Et ces attaques effroyables ne peuvent justifier la punition collective du peuple palestinien."

Après avoir complètement coupé la bande de Gaza du monde extérieur, l'armée israélienne s'est lancée dans des bombardements à grande échelle. Rien qu'au cours des deux premières semaines, les forces israéliennes ont largué plus de 6.000 bombes sur le petit territoire de la bande de Gaza. Ces bombes ont fait de nombreuses victimes civiles et touché des infrastructures critiques.

Après des semaines de bombardements impitoyables à grande échelle, l'armée israélienne a finalement déclenché une grande offensive terrestre. Au total, au moins 22.835 personnes – dont plus de 70 % de femmes et d'enfants – auraient été tuées et plus de 58.416 blessées dans la bande de Gaza. Le nombre de décès ne tenant compte que des victimes retrouvées, le nombre réel est probablement bien plus élevé. Selon les estimations des Nations Unies, plus de 1,9 million d'habitants auraient

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Gaza is al meer dan 16 jaar de grootste openlucht-gevangenis ter wereld. Bij de aanvallen van Hamas op 7 oktober 2023 werden honderden onschuldige burgers gedood en werden er meer dan 200 gegijzeld. Aanvallen op burgers en het gijzelen van burgers zijn verboden in het internationaal recht.

Na deze aanvallen werd de aanvoer van brandstof, water en elektriciteit, die door Israël wordt gecontroleerd, afgesloten. Contact met de buitenwereld is er nauwelijks nog. Op 9 oktober 2023 verklaarde de Israëlische minister van Defensie: "Ik gaf opdracht tot een volledige belegering van Gaza. Wij vechten tegen menselijke dieren en handelen daarnaar." Het is duidelijk dat ook de Israëlische reactie het internationaal recht schendt en uit oorlogsmisdaden bestaat.

Op dinsdag 24 oktober heeft de secretaris-generaal van de Verenigde Naties (VN), de heer António Guterres, het tijdens een vergadering van de VN-Veiligheidsraad belangrijk geacht te erkennen dat de aanvallen van Hamas werden uitgevoerd tegen de achtergrond van een al 56 jaar durende "verstikkende bezetting": "Het Palestijnse volk heeft almaar meer grond zien inpalmen door Israëlische nederzettingen, is ten prooi gevallen aan geweld, met een economie die verstikt geraakt, inwoners die verdreven worden en huizen die gesloopt worden. Alle hoop op een politieke oplossing voor hun toestand is vervlogen. Het leed van het Palestijnse volk kan de gruwelijke aanvallen van Hamas evenwel niet rechtvaardigen, net zo min als die vreselijke daden de collectieve bestraffing van het Palestijnse volk kunnen rechtvaardigen."

Nadat de Gazastrook hermetisch werd afgesloten van de buitenwereld, begon het Israëlische leger met een grootschalig bombardement. Er werden in de eerste twee weken alleen al meer dan 6.000 bommen afgevuurd op het kleine gebied dat de Gazastrook is. Die bommen maken tal van burgerslachtoffers en treffen kritische infrastructuur.

Na weken van grootschalige en nietsontziende bombardementen startte het Israëlische leger uiteindelijk met een groot grondoffensief. Er is ondertussen sprake van ten minste 22.835 doden – meer dan 70 % zijn vrouwen en kinderen – en meer dan 58.416 gewonden in de Gazastrook. Het sterftecijfer omvat enkel de geborgen slachtoffers; het reële aantal ligt vermoedelijk nog heel wat hoger. Volgens schattingen van de VN zijn ondertussen meer dan 1,9 miljoen inwoners uit hun woning

été chassés de leur habitation, soit plus de 85 % de la population totale. Or, les déplacements forcés et la réinstallation de personnes par l'occupant sont eux aussi illégaux en vertu du droit international.

En outre, plus de 67.946 habitations ont été complètement détruites dans la bande de Gaza, tandis que 179.750 l'ont été en partie. Ces destructions ont également frappé 318 écoles, 1.612 lieux de travail et 169 infrastructures médicales. La bande de Gaza compte au total 36 hôpitaux, dont 15 sont encore opérationnels en partie, neuf au sud et six au nord.

Ces attaques se poursuivent malgré les critiques émises par une grande partie du monde (alors qu'Israël est quant à lui protégé par ses principaux alliés). Dans un premier temps, les attaques ont surtout visé la ville de Gaza au nord. Il a alors été conseillé à la population de fuir vers le sud, une région qui, dans l'intervalle, est elle aussi la cible d'attaques et de bombardements à grande échelle; plus aucun lieu de la bande de Gaza n'est sûr.

Une catastrophe humanitaire frappe désormais la bande de Gaza. La priorité absolue de la communauté internationale est d'y mettre fin. Le secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, parle d'un risque sérieux de famine à la suite des bombardements et de l'acheminement très fortement entravé de l'aide nécessaire. Il est dès lors plus que jamais essentiel que notre pays se prononce clairement en faveur d'un cessez-le-feu tout en permettant à nouveau l'acheminement d'une aide humanitaire suffisante.

Le 12 décembre 2023, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) a déclaré: "La FIDH reconnaît qu'Israël mène un génocide contre le peuple palestinien. Les États et les individus qui fournissent une assistance à Israël en sont complices. Un cessez-le-feu immédiat est impératif pour sauver des vies civiles et mettre fin aux crimes qui ont lieu depuis le début de l'offensive. La Cour pénale internationale (CPI) est appelée à délivrer immédiatement des mandats d'arrêt à l'encontre des responsables israéliens des crimes internationaux commis contre les Palestiniens."

Outre l'appel à porter ces crimes devant la Cour pénale internationale, une action a entre-temps aussi été intentée devant la Cour internationale de Justice de La Haye à l'initiative de l'Afrique du Sud, qui accuse Israël de génocide contre les Palestiniens. L'Afrique du Sud y a déposé un dossier très détaillé de 84 pages. Elle s'appuie à cet égard sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette convention a été établie en 1948, entre autres après le génocide nazi des Juifs, et a été ratifiée par 153 États, dont Israël.

verdreven, meer dan 85 % van de totale bevolking. Ook gedwongen verhuizing of het hervestigen van personen door de bezetter is illegaal volgens internationaal recht.

Daarnaast werden er in de Gazastrook ondertussen meer dan 67.946 woningen volledig vernield, en nog eens 179.750 gedeeltelijk. 318 scholen, 1.612 werkplaatsen en 169 medische faciliteiten werden vernietigd. In totaal zijn er in de Gazastrook 36 ziekenhuizen; daarvan zijn er nog 15 die gedeeltelijk functioneren, 9 in het zuiden en 6 in het noorden.

Deze aanvallen gaan nog steeds door, ondanks kritiek uit een groot deel van de wereld (maar waarbij Israël beschermd wordt door de grote bondgenoten). In het begin werd vooral Gaza-stad in het noorden geviséerd. De bevolking kreeg toen het advies om te vluchten naar het zuiden, maar ondertussen zijn ook daar grootschalige aanvallen en bombardementen aan de gang; nergens in de Gazastrook is het nog veilig.

Er voltrekt zich een humanitaire ramp in de Gazastrook. Daaraan een einde maken, is een absolute prioriteit voor de internationale gemeenschap. De secretaris-generaal van de VN, António Guterres, spreekt van een ernstig risico op hongersnood als gevolg van de bombardementen en het slechts heel gebrekkig toelaten van de nodige hulp. Het is daarom nog steeds essentieel dat ons land zich duidelijk uitspreekt voor een staakt-het-vuren en voor het opnieuw toelaten van voldoende humanitaire hulp.

Op 12 december 2023 verklaarde de Internationale Federatie voor de Mensenrechten: "De aanvallen van Israël op het Palestijnse volk geven aan dat er een genocide aan de gang is. Staten en individuen die Israël helpen, zijn medeplichtig. Een onmiddellijk staakt-het-vuren is noodzakelijk om burgerlevens te redden en een einde te maken aan de voortdurende misdaden. Het Internationaal Strafhof wordt opgeroepen om onmiddellijk arrestatiebevelen uit te vaardigen tegen Israëlische functionarissen die verantwoordelijk zijn voor internationale misdaden tegen Palestijnen."

Naast de oproep tot een rechtszaak bij het Internationaal Strafhof is er ondertussen ook een zaak aangespannen voor het Internationaal Gerechtshof in Den Haag, op initiatief van Zuid-Afrika. Het land stelt dat Israël zich schuldig maakt aan genocide tegen de Palestijnen. Zuid-Afrika heeft een zeer gedetailleerd dossier van 84 pagina's ingediend. Daarbij baseert het land zich op het Verdrag inzake de voorkoming en de bestraffing van genocide. Dat is opgesteld in 1948, na de genocide door de nazi's op onder meer de Joden, en werd door 153 staten onderschreven, waaronder Israël.

Le génocide est une accusation grave qui ne peut être portée à la légère. Plusieurs conditions doivent par exemple être réunies. Pour parler de génocide, il faut que des actes génocidaires soient commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe de population déterminé.

Dans sa plainte, l'Afrique du Sud donne quelques exemples éloquentes pour montrer que cette intention génocidaire est bel et bien présente. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a par exemple qualifié les Palestiniens d'"animaux humains" et a déclaré qu'il outrepasserait toutes les restrictions aux opérations militaires imposées par le droit international humanitaire. Le président israélien Isaac Herzog a déclaré que l'ensemble de la nation palestinienne, y compris les civils, était responsable des attaques du Hamas du 7 octobre. La plainte déposée par l'Afrique du Sud contient tout un recueil de citations de ce genre prononcées par des ministres et des généraux israéliens qui illustrent cette intention génocidaire: "Ce sont tous des terroristes et ils doivent tous être détruits" ou "Nous voulons que Gaza disparaisse de la surface de la terre".

Plusieurs pays ont depuis emboîté le pas à l'Afrique du Sud. Il s'agit notamment de la Turquie, de la Malaisie, de la Jordanie, de la Bolivie, de la Colombie et du Brésil. Par ailleurs, plus de 900 mouvements populaires, syndicats, partis politiques et autres organisations ont également signé une lettre ouverte pour soutenir cette action en justice.

La Belgique ne peut pas rester les bras croisés: notre pays doit lui aussi prendre clairement position contre Israël et soutenir cette action en justice.

Genocide is een zware beschuldiging die niet zomaar kan worden geuit. Zo moet er aan verschillende voorwaarden worden voldaan. Er moeten genocidale daden gesteld worden, maar er moet ook de intentie zijn om een bepaalde bevolkingsgroep geheel of gedeeltelijk te vernietigen.

Zuid-Afrika geeft in de aanklacht enkele sprekende voorbeelden om aan te tonen dat die intentie van genocide er wel degelijk is. Zo noemde de Israëlische minister van Defensie Yoav Gallant de Palestijnen "menselijke dieren" en verklaarde hij alle restricties op de militaire operaties, opgelegd door het internationaal humanitair recht, te laten varen. De Israëlische president Yitzhak Herzog verklaarde dat de hele Palestijnse natie, ook de burgers, verantwoordelijk zijn voor de aanvallen van Hamas op 7 oktober. De aanklacht bevat een hele bloemlezing aan dergelijke citaten van Israëlische ministers en generaals die de bedoeling van volkerenmoord illustreren: "Het zijn allemaal terroristen en ze moeten allemaal vernietigd worden" of "We willen dat Gaza verdwijnt van de aarde".

Verschillende landen hebben zich ondertussen aangesloten bij de klacht van Zuid-Afrika. Het gaat onder meer om Turkije, Maleisië, Jordanië, Bolivia, Colombia en Brazilië. Daarnaast zijn er ook meer dan 900 volksbewegingen, vakbonden, politieke partijen en andere organisaties die een open brief ondertekenden om deze zaak te steunen.

België kan niet achterblijven: ook ons land moet duidelijk standpunt innemen tegen Israël en deze rechtszaak ondersteunen.

Peter Mertens (PVDA-PTB)
Nabil Boukili (PVDA-PTB)
Steven De Vuyst (PVDA-PTB)
Raoul Hedebouw (PVDA-PTB)
Sofie Merckx (PVDA-PTB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les attaques lancées par le Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023 et les contre-offensives massives menées par l'armée israélienne;

B. vu le nombre élevé de victimes civiles de part et d'autre;

C. vu les quelque 200 civils israéliens pris en otage;

D. considérant que la bande de Gaza est soumise à un blocus illégal et inhumain depuis déjà plus de 16 ans et qu'elle est considérée par l'ONU comme la plus grande prison à ciel ouvert du monde;

E. vu les 104 résolutions de l'ONU qu'Israël ne respecte pas;

F. considérant que la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'acquisition de territoires par la guerre, appelle au retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et confirme l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région;

G. vu la résolution 465 du 1^{er} mars 1980 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui "demande à tous les États de ne fournir à Israël aucune assistance qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies de peuplement des territoires occupés";

H. vu la Convention de Genève de 1949, liant la Belgique en tant qu'État partie, qui dispose que les parties à la Convention doivent "faire respecter" le droit international humanitaire;

I. vu les nombreuses cibles civiles, y compris des habitations, des écoles et des hôpitaux, qui ont déjà été touchées durant les combats;

J. vu les pénuries criantes de nourriture, d'eau, de carburant et de médicaments qui frappent les habitants de la bande de Gaza;

K. vu la déclaration du 14 octobre 2023 de l'Organisation mondiale de la Santé, qui indique que l'évacuation forcée des hôpitaux coûtera la vie à des centaines de patients;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. verwijzend naar de aanvallen van Hamas op Israëlische burgers op 7 oktober 2023 en op de zware tegenaanvallen van het Israëlische leger;

B. gelet op het hoge aantal burgerslachtoffers dat aan beide zijden valt;

C. gelet op de ongeveer 200 gegijzelde Israëlische burgers;

D. rekening houdend met het feit dat de Gazastrook al meer dan 16 jaar onder een illegale en afschuwelijke blokkade lijdt en door de VN beschouwd wordt als de grootste openluchtgevangenis ter wereld;

E. gelet op de 104 resoluties van de VN die Israël niet respecteert;

F. overwegende dat resolutie 242 van de VN-Veiligheidsraad van 22 november 1967 de verwerving van gebieden door oorlogsvoering veroordeelt, oproept tot de terugtrekking van de Israëlische strijdkrachten uit de bezette gebieden en de territoriale onschendbaarheid en de politieke onafhankelijkheid van elke Staat in de regio bevestigt;

G. gelet op resolutie 465 van de VN-Veiligheidsraad van 1 maart 1980, waarbij alle landen ertoe worden opgeroepen "*not to provide Israel with any assistance to be used specifically in connexion with settlements in the occupied territories*";

H. gelet op het Verdrag van Genève van 1949, waardoor België als verdragsluitende partij gebonden is en waarin wordt gesteld dat de Verdragsluitende Partijen het internationaal humanitair recht moeten "doen eerbiedigen";

I. verwijzend naar de vele burgerdoelwitten, met inbegrip van woningen, scholen en ziekenhuizen, die al getroffen werden tijdens de gevechten;

J. gelet op de nijpende tekorten aan voedsel, water, brandstof en medicijnen bij de inwoners van de Gazastrook;

K. verwijzend naar de verklaring van de Wereldgezondheidsorganisatie op 14 oktober 2023, waarin wordt aangegeven dat de gedwongen evacuatie uit de ziekenhuizen een doodvonnis betekent voor honderden patiënten;

L. considérant que le Parlement européen a refusé, lors d'un vote organisé le 19 octobre 2023, d'appeler à un cessez-le-feu immédiat;

M. vu les tensions croissantes dans toute la région et le risque de débordement et d'escalade de ce conflit;

N. vu la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, établie à Paris en 1948;

O. vu la plainte déposée le 29 décembre 2023 par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye, qui vise à poursuivre Israël pour violation des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, en raison du génocide à Gaza.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de se joindre à la plainte déposée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye pour réprimer le génocide contre le peuple palestinien;

2. de se prononcer explicitement en faveur d'un cessez-le-feu immédiat;

3. de plaider au niveau européen pour que le reste de l'Union européenne prenne aussi clairement position en faveur d'un cessez-le-feu;

4. de se prononcer explicitement en faveur de la reprise de l'acheminement d'une aide humanitaire suffisante, afin de remédier à la situation d'urgence humanitaire observée sur place;

12 janvier 2024

L. gelet op de stemming in het Europees Parlement op 19 oktober 2023 waarbij een onmiddellijk staakt-het-vuren werd verworpen;

M. gelet op de toenemende spanningen in de ruimere regio en het gevaar dat het conflict uitbreidt en escaleert;

N. gelet op het Verdrag inzake de voorkoming en de bestraffing van genocide, dat in Parijs in 1948 werd opgesteld;

O. gelet op de klacht van Zuid-Afrika bij het Internationaal Gerechtshof in Den Haag, op 29 december 2023 ingediend, die strekt tot de vervolging van Israël wegens het schenden van zijn verplichtingen onder het Verdrag inzake de voorkoming en de bestraffing van genocide, door genocide in Gaza.

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. zich aan te sluiten bij de klacht van Zuid-Afrika bij het Internationaal Gerechtshof in Den Haag om een genocide op het Palestijnse volk tegen te gaan;

2. zich klaar en duidelijk uit te spreken voor een onmiddellijk staakt-het-vuren;

3. er op Europees niveau voor te pleiten dat ook de rest van de Europese Unie duidelijk standpunt inneemt voor een staakt-het-vuren;

4. zich klaar en duidelijk uit te spreken voor het opnieuw toelaten van voldoende humanitaire hulp teneinde de humanitaire noodsituatie aan te pakken.

12 januari 2024

Peter Mertens (PVDA-PTB)
Nabil Boukili (PVDA-PTB)
Steven De Vuyst (PVDA-PTB)
Raoul Hedebouw (PVDA-PTB)
Sofie Merckx (PVDA-PTB)